

a été sabotée par les cinq membres communistes, en juin de l'année dernière. Deux mois plus tard, de concert avec les États-Unis, nous avons pu saisir de cette question la Commission des Nations Unies sur le désarmement et obtenir l'adoption à l'unanimité de nos résolutions demandant que les négociations soient reprises. Nous avons par la suite présenté une résolution à l'Assemblée générale des Nations Unies, l'automne dernier, en vue de faciliter la reprise des négociations. Cette résolution a été appuyée par dix-huit autres pays.

Au cours de leur réunion à Londres, le printemps dernier, les premiers ministres du Commonwealth ont publié une déclaration très significative sur la question du désarmement. Ce fut particulièrement utile en raison du nombre des pays membres du Commonwealth. Venant de presque tous les continents, les premiers ministres avaient des opinions différentes. Ils n'étaient pas d'accord sur tous les sujets, mais au sujet de cette déclaration sur le désarmement ils ont rallié l'unanimité, ils ont émis un communiqué à cet égard. J'ai l'impression que la résolution du Commonwealth sera d'une grande importance à mesure que le désarmement fera l'objet de négociations.

A la session des Nations Unies, qui s'est prolongée jusqu'au printemps de 1961, on a finalement consenti à différer l'étude du problème du désarmement et de toutes les propositions qui s'y rattachent, y compris la résolution du Canada, jusqu'à la session de l'Assemblée générale de l'automne de la présente année. En outre, les États-Unis et l'Union soviétique ont consenti à tâcher de constituer un groupe de négociateurs sur la question du désarmement, ainsi qu'à établir les principes généraux régissant les négociations.

Depuis le printemps dernier, les représentants de ces deux grandes puissances ont eu des entretiens. Le Canada n'a cessé d'approuver chaleureusement cette tentative faite en vue de conclure une entente au sujet d'un programme convenable pour la reprise des négociations sur le désarmement et un ensemble de directives propres à orienter les négociateurs. Nous nous sommes tenus bien au courant de tout ce qui s'est dit à chacune de ces réunions, et les États-Unis, encore une fois, se sont vraiment efforcés d'en arriver à une formule satisfaisante. Au cours de ces discussions bipartites, ils ont fait montre de souplesse.

Bien entendu, ces entretiens se sont déroulés dans le secret et on ne saurait révéler la teneur des questions qui ont fait l'objet des débats. Les deux parties, bien qu'elles n'aient pas réalisé l'objectif proposé, n'en ont pas moins éclairé leurs divergences de vue. Hier,

les représentants des États-Unis et de l'Union soviétique se rencontraient à New-York pour discuter du désarmement.

Ces derniers jours, monsieur le président, on a proféré des menaces à peine dissimulées et, je le répète, il importe que nous les relevions carrément. Mais nous ne devons pas pour autant relâcher nos efforts en vue de favoriser la cause du désarmement. Au contraire, il importe plus que jamais d'adopter des mesures de longue portée si nous voulons éviter que, dans un monde où l'on met au point chaque jour des armes plus terribles les unes que les autres, les conflits Est-Ouest prennent encore plus d'acuité. Nous devons bel et bien reconnaître que, jusqu'au moment où nous aurons établi une formule pratique pour les négociations, nous continuerons de courir le plus dangereux de tous les risques: celui d'un conflit nucléaire.

Au cours du mois dernier, le Canada a participé activement à la préparation d'un nouveau programme occidental de désarmement. Durant cette période, les États-Unis et d'autres pays représentant le bloc de l'Ouest à la commission des dix nations se sont tenus en étroits rapports. Les autres membres de l'alliance occidentale qui ne faisaient pas partie du comité ont aussi eu l'occasion d'exprimer leurs vues sur le nouveau projet. Je ne suis pas en mesure de dévoiler la teneur de ce projet à l'heure qu'il est, mais il est sensiblement meilleur que les propositions précédentes de l'Ouest. Au cours de ces pourparlers, le Canada était représenté par le lieutenant-général E. L. M. Burns qui joue depuis longtemps un rôle très important dans le domaine du désarmement et qui, d'après moi, n'a pas son égal nulle part dans le monde on en ce domaine-là.

Bon nombre de nos propositions ont été acceptées lors de l'élaboration de ce nouveau projet. On s'est efforcé le plus possible de donner suite aux désirs exprimés au cours de la conférence des premiers ministres du Commonwealth. Afin d'assurer un degré maximum de désarmement dans le plus court délai possible, les propositions raisonnables des Soviétiques ont déjà été examinées à fond.

Ce nouveau projet occidental sera soumis à la négociation, et il sera présenté dans un esprit de conciliation. Les puissances de l'Ouest sont prêtes à tenir compte de toutes autres propositions que les Soviétiques auraient à formuler, à condition qu'elles traduisent une détermination sincère de s'entendre sur un programme de désarmement pratique et facilement réalisable.

Au cours de la session de l'Assemblée générale qui débutera le 19 septembre, le Canada tâchera de faire accepter ce nouveau projet occidental par le plus grand nombre possible d'États et nous ferons de notre mieux pour